

Préfecture des Alpes Maritimes  
Centre administratif départemental (CADAM)  
Route de Grenoble  
06286 NICE CEDEX 3

03009

Paris, le 25 février 2015

**LETTRE RECOMMANDEE AVEC AR**

Objet: Attestation d'accessibilité d'un ERP de 5ème catégorie.

Site concerné : Point de Vente  
9 Bis Avenue de la Résistance – 06140 VENCE

Monsieur le Préfet,

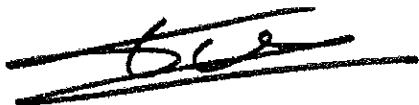
Nous avons l'honneur, conformément l'article R.111-19-33 du code de la construction et de l'habitation, de vous affirmer par l'attestation jointe, que notre établissement recevant du public, répond aux règles d'accessibilité en vigueur au 31 décembre 2014.

Vous trouverez à cet effet, l'attestation sur l'honneur, dûment signée.

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre considération distinguée.

Julien Favier  
Directeur des Travaux



**Attestation d'accessibilité**  
**d'un ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie conforme au 31 décembre 2014**  
**exemptant d'Agenda d'Accessibilité Programmée**

Conformément à l'article R.111-19-33 du code de la construction et de l'habitation,

Je soussigné Monsieur Julien FAVIER, Directeur des Travaux, représentant O G F, au capital social de 40.904.385€, RCS Paris B 542 076 799, ayant son siège social à PARIS 75946 Cedex 19 - 31, rue de Cambrai, exploitant de l'Établissement recevant du public de 5ème catégorie ou d'une installation ouverte au public : Point de Vente,

situé(e) au 9 Bis Avenue de la Résistance – 06140 VENCE.

atteste sur l'honneur que l'établissement ou installation sus-mentionné(e) répond à ce jour aux règles d'accessibilité en vigueur au 31 décembre 2014.

Cette conformité à la réglementation accessibilité prend en compte (cocher le cas échéant) :

☐ le recours à une ou plusieurs dérogations, obtenue(s) en application de l'article R.111-19-10 du code de la construction et de l'habitation (cf. arrêté préfectoral accordant la ou les dérogations ci-joint) et, en cas de dérogation accordée à un établissement recevant du public remplissant une mission de service public, la mise en place de mesures de substitution permettant d'assurer la continuité du service public ;

☒ l'accessibilité d'une partie de l'établissement de 5ème catégorie dans laquelle l'ensemble des prestations peut être délivré et, le cas échéant, la délivrance de certaines de ces prestations par des mesures de substitution.

J'ai pris connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, en application des articles 441-1 et 441-7 du code pénal.

Le 25/02/2015

